

EDITORIAL

Les ONG du Nord et la stratégie alimentaire en Afrique tropicale.

La situation mondiale est souvent décrite et dénoncée tant dans le Nord que dans le Sud de l'hémisphère occidental.

Décrite parce que cette situation est en voie de détérioration rapide au quadruple plan de la distribution des revenus, du coût social, de la croissance, du respect des droits de l'homme et de la sauvegarde de l'environnement.

Dénoncée parce que l'on accuse volontiers les Etats-Unis, seule puissance économique et militaire mondiale depuis la fin de la guerre froide, de régler les conflits les plus divers, à son profit et à celui de pays alliés ou de groupes sociaux en situation privilégiée. Et il est exact que les Etats-Unis, en position de force à l'ONU, au GATT, au FMI et à la banque mondiale, n'hésitent pas à forcer la main à leurs adversaires et à leurs partenaires. Les événements récents ont montré qu'ils parvenaient à nous associer à leur stratégie pétrolière jusque et y compris l'intervention militaire. Ils n'ont pas hésité non plus à déstabiliser une économie agricole européenne à la recherche de son équilibre et à exiger un élargissement de leur part du marché mondial des produits alimentaires.

Mais si dans ces deux cas l'Europe est agressée et dominée, il en est d'autres où elle-même impose, parfois sans discernement, sa domination économique. Comment expliquer autrement l'exigence persistante du remboursement de dettes contestables, l'incapacité d'atteindre la cible des 0,7% pour les transferts aux pays pauvres, la pression de la banque européenne pour vendre des centrales nucléaires aux pays de l'Est disposant de ressources en gaz naturel, la vente permanente d'armes qui entretiennent dans le Sud, des guerres préhistoriques, le fait que la majorité des aliments pour bétail, consommés dans la très démocratique Hollande proviennent des champs du Tiers-Monde dont la fertilité s'épuise, ou encore, la sournoise exportation de déchets en tous genres vers le Sud ou dans des pays politiquement trop troublés pour prendre la mesure des conséquences de ces dépôts.

Ces abus des plus forts se retrouvent à l'intérieur des Etats en Afrique comme en Europe. Les groupes dont les effectifs diminuent, comme les agriculteurs où les mineurs sont mal protégés. Les citoyens, les employés, les fonctionnaires ont la part plus belle, sont plus écoutés du gouvernement et mieux placés pour augmenter leurs revenus.

Le paradoxe de l'aide alimentaire

Face à l'enchevêtrement des attitudes et des situations, les ONG hésitent entre plusieurs stratégies pour combattre les situations de pénurie alimentaire.

Puisque dans de nombreux pays, on meurt de faim alors que d'autres ne savent que faire de leurs excédents, le premier réflexe humanitaire est de suggérer le transfert des excédents aux affamés. Cette procédure est naturellement nécessaire, indiquée et inévitable dans les situations d'urgence et tout manquement à cette responsabilité, de la part des pays riches est inexcusable.

Mais le paradoxe est que cette modalité devient autodestructrice si elle se prolonge et devient structurelle.

L'apport gratuit est à la longue, démobilisateur et développe une mentalité d'assisté passif chez ceux qui en bénéficient. Par ailleurs, le coût de production des excédents, les difficultés de stockage et de transport vers les zones déficitaires sur des routes de plus en plus mauvaises, dans des conditions de sécurité rapidement décroissantes constituent autant de contr'incitants, qui en limitent l'ampleur. Pour les années 92-93, les besoins recensés en Afrique sont très supérieurs aux quantités promises, et surtout livrées, par les pays du Nord. Il est donc tragiquement démontré que pour les ONG l'aide alimentaire ne peut être défendue et pratiquée, quel que soit son volume, que comme une formule transitoire, si possible corrigée dès le début par la fourniture en contrepartie de travaux d'intérêt public. L'objectif doit être de permettre aux communautés locales d'accéder le plus vite possible à une autonomie alimentaire garantissant la survie mais permettant aussi la maîtrise de l'avenir et l'amorce d'un développement global.

L'ABC de cette stratégie alimentaire qui paraît valable pour la majorité des africains, doit être la reconnaissance par tous du droit de chaque pays à organiser, dans la mesure où il l'estime nécessaire, son autonomie alimentaire partielle ou totale. Cela implique le respect par les pays du Nord des mesures de protection qui seraient prises par le pays du Sud et l'interdiction des mesures de rétorsion destinées à influencer leurs décisions.

Les avantages de l'autonomie alimentaire et du développement rural durable

- Le groupe producteur d'aliments voit sa profession et son utilité reconnues
- Un pays qui n'est plus affamé retrouve une dignité perdue qui modifie sa situation au plan international où il est moins dépendant.
- Une agriculture qui privilégie la production vivrière traditionnelle est par sa nature, plus diversifiée et plus respectueuse de l'environnement que la grande culture d'exportation basée sur la forte mécanisation et l'irrigation.
- Dans un pays où la nourriture des habitants est produite par les agriculteurs nationaux, l'équilibre ville-campagne est meilleur et l'exode rural plus faible.
- L'agriculture vivrière n'exclut pas la production en quantité raisonnable de cultures industrielles telles que les fibres, ou les oléagineux qui peuvent s'insérer dans la rotation et d'aider une industrie de transformation locale à améliorer la balance commerciale.
- L'agriculture villageoise est nécessairement créatrice d'emplois non agricoles soit dans les services de base de la santé et de l'éducation soit dans les secteurs du transport, du commerce, des services à l'agriculture et de la première transformation (ateliers fer-bois, traitement des récoltes, stockage, mobilier, granges, etc...)

- Un approvisionnement alimentaire basé sur la production locale permet en cas de cataclysme ou d'aléas climatiques non généralisés, des échanges de secteur à secteur ou de pays à pays sur le même continent.

Vu l'évidence de tous ces avantages et la rareté des options franches et massives pour cette solution il paraît utile de citer les principaux obstacles qui s'opposent à sa mise en pratique.

La panoplie des obstacles

Si l'objectif est facile à définir, la route à tracer est parsemée d'obstacles.

- Le fléau principal reste la généralisation des situations de guerre qui affectent la moitié des pays africains qui sont rarement les initiateurs des conflits mais toujours les victimes. Certains groupes locaux acceptent d'en être les complices et de faire selon les cas, le jeu de l'impérialisme raciste Sud-africain toujours opérationnel, du fondamentalisme arabe musulman qui se renforce ou des derniers acteurs attardés de la guerre froide, poursuivant d'inexistants fantômes du marxisme, pour la plus grande joie des marchands d'armes. Le résultat est une Afrique parsemée d'une mosaïque de conflits faisant des milliers de morts et préparant le terrain à des épidémies apocalyptiques si l'on n'y met pas fin.
- L'environnement, suite à des exportations massives, est également dégradé. Le long du 15^e parallèle, la dégradation des sols et du régime des eaux impose comme préalable au développement durable, la maîtrise de ces deux éléments.
- La pyramide sociale qui s'est établie à la suite des indépendances n'est guère favorable à la solidarité nationale. Les villes sont développées bien que souvent de façon factice. Les urbains ont constitué un groupe qui est à la fois le soutien du pouvoir et la menace de le renverser. Les choix politiques ont donc peu favorisé le milieu rural.
- En agriculture, où les prix décident de presque tout, les surplus alimentaires importés à des prix de dumping ont déséquilibré le marché interne, découragé les paysans à produire pour commercialiser ou investir dans des améliorations impossibles à rentabiliser. Par ailleurs, les importations de riz ou de blé ont créé de nouvelles habitudes alimentaires détournant les citoyens des produits agricoles locaux.
- La dette est à la fois cause et avatar de la politique financière. Elle a creusé le fossé entre le pouvoir qui a consenti aux prêts, et en a souvent profité personnellement, et le monde rural qui en porte la charge, sans en avoir reçu les fruits. De plus, les agriculteurs pour payer cette dette, contractée par d'autres, sont contraints d'augmenter les cultures d'exportation de plus en plus nuisibles pour les sols et de moins en moins bien rémunérées.
- L'étonnant dans ces conditions n'est pas l'aspect négatif d'indicateurs statistiques choisis pour d'autres structures économiques, mais l'extraordinaire capacité des communautés traditionnelles à résister à tant d'adversité et leur capacité à répondre avec dynamisme, à toute offre de soutien extérieur correspondant à leurs besoins réels et leur offrant des possibilités d'adaptation, de maîtrise et de progrès.

Force et faiblesse des ONG

- Face à ce déchaînement de la raison économique du plus fort, les ONG du Nord peuvent réagir par la parole ou par des engagements concrets à travers des projets. La parole s'adresse d'abord aux pouvoirs, demande l'annulation des dettes injustifiées, une meilleure protection des groupes les plus faibles, le droit pour chaque pays à l'autonomie alimentaire, l'augmentation vers le Sud au delà de la cible des 0,7%, ou l'instauration d'un commerce équitable.
- La participation et le soutien matériel aux projets africains peut porter prioritairement, sur le large éventail du développement rural durable qui va des interventions de réhabilitation jusqu'à la panoplie complète des projets intégrés où le sol et l'eau sont gérés de manière optimale et durable, où les ressources locales sont développées, les structures villageoises renforcées, les problèmes de stockage, de commercialisation, et de première transformation des produits agricoles, résolus, le nécessaire accompagnement social et de formation mis en place à tous les niveaux et où l'on atteint le stade de la diversification des emplois en direction des secteurs non agricoles.
- Durant cette phase, les projets sur le terrain et le discours sont étroitement liés et complémentaires. Le discours dénonce et oriente, le projet démontre, réagit et donne le droit à la parole. Si les deux pratiques sont séparées, le discours se démode et perd sa valeur, le projet isolé reste désespérément marginal.
- Malgré l'impact de cette approche conjuguée, elle est insuffisante si les ONG oublient d'associer à leur action, leurs alliés et partenaires. Avoir sous-estimé ce fait explique peut-être que depuis une génération beaucoup d'ONG pataugent dans la case marginale des 0,7%. Il leur faut maintenant trouver des interlocuteurs plus nombreux et à la longue, plus importants.
- En Europe, puisque nous n'avons pas d'actionnaires, nous ne pouvons tenir notre mandat que du public. Celui-ci est très hétérogène, mais entre les couches du sommet saturées de consommation, les groupes de la base saturés de taxation et un niveau économique intermédiaire avide d'information et de participation, nous constatons une convergence en faveur d'une ouverture sur le monde et d'une solidarité universelle dont la nécessité devient évidente. C'est ce public qui peut fournir aux ONG, ce point d'appui avec lequel Archimède parlait de soulever la terre et qui s'avèrera nécessaire pour déloger l'Occident de ses fausses certitudes concernant l'efficacité d'une aide de 0,7%, des prêts à intérêts, d'une société à deux vitesses, de la concentration financière et du rôle salutaire du marché sauvage. Au Sud, nos partenaires évidents sont les structures paysannes et sociales locales qui représentent une Afrique debout et décidée à le rester. C'est pour elles, et surtout pour leurs membres que nous travaillons. Ils sont nos mandataires dans leur pays et seront le levier qui pèsera à partir du Sud en faveur de plus de partage, plus de démocratie, plus d'harmonie.

C. Gouzée, Ingénieur agronome (R. Tropicale)
Conseiller auprès d'A.S.B.L. pour le Développement Outre-Mer
Av. Molière 274, B-1060 Bruxelles